



Faiblesse des solutions hybrides

Réplique à Pierre-Yves Maillard et à Philippe Nantermod
(*L'Agefi* du 14 et du 16 mars) sur Alpiq et l'électricité en Suisse.

FRANCO ROMERIO*

L'Union européenne a ouvert le marché de l'électricité à la concurrence et l'Allemagne s'est engagée dans le virage énergétique. Ce sont deux changements paradigmatisques qui n'ont pas été coordonnés. Les problèmes du secteur électrique sont le résultat de cet oubli. La situation de la Suisse est d'autant plus difficile qu'elle n'a que partiellement ouvert le marché à la concurrence. Or les hybrides sont source de dysfonctionnements.

En outre, l'accord électrique avec Bruxelles est bloqué et notre position au sein de l'interconnexion électrique européenne n'est plus aussi favorable.

Les autorités fédérales naviguent à vue, car les incertitudes sont élevées. Ce n'est même pas sûr qu'il soit possible de définir une véritable stratégie dans un tel contexte, hormis des objectifs de long terme et des indications très générales. Les réactions officielles à l'annonce d'Alpiq de vendre le 49% du parc hydroélectrique semblent confirmer cette impression. On a affirmé qu'une faillite d'Alpiq ne représentait pas un problème pour la stratégie énergétique et que de toute façon les barrages restaient sur place. En fait, le problème est un peu moins

simple. Il faut rappeler que le virage énergétique suisse repose sur un rapport de Prognos AG qui a été préparé dans l'urgence et n'a pas été vérifié par des experts externes.

Les dizaines de chercheurs qui

aujourd'hui sont financés par

Berne dans le cadre de la transition énergétique sont en mesure de faire des diagnostics assez lucides, mais rarement de fournir des solutions.

Par ailleurs, ils sont assez absents du débat politique, car l'enjeu pour eux c'est le financement de la recherche et les publications scientifiques.

Pour résoudre les problèmes électriques de la Suisse, il faudrait pouvoir agir à l'échelle européenne. Il faudrait ajuster l'architecture du marché, activer le marché des émissions de carbone et réduire les subventions aux énergies renouvelables pour retrouver un prix permettant de rentabiliser l'hydroélectrique. Ou si l'on préfère, fermer les vieilles centrales fossiles et nucléaires afin d'éliminer les excédents de production. Mais ni l'Allemagne avec le charbon ni la France avec le nucléaire sont en train de s'acheminer sur cette voie.

La Suisse peut toutefois aller de l'avant en ouvrant complètement le marché de l'électricité à la concurrence, et en remplaçant le système actuel de taxation et de subventions de l'énergie par une taxe destinée au financement de la transition. L'idée est de miser aussi bien sur les mécanismes du marché que sur des ajustements rendus nécessaires par la présence de distorsions et d'externalités. De leur côté, les entreprises électriques doivent poursuivre les restructurations et envisager des fusions, en évitant les erreurs

du passé.

Plus vraisemblablement, la Suisse optera pour le statu quo. On restera dans une organisation de marché «hybride» et un « compromis» ayant pour but de satisfaire les différents lobbies de la politique énergétique. À cet égard, il faut stigmatiser les contradictions. Par exemple, les distributeurs peuvent acheter l'électricité à un prix très bas sur le marché libre et ensuite la revendre à un prix relativement élevé à leurs consommateurs captifs. En revanche, les producteurs doivent opérer sur le marché libre sans aucune protection. Ne faut-il pas alors encourager les distributeurs à signer des contrats de moyen terme avec les producteurs afin de partager une rente monopolistique qui ne se justifierait pas autrement?

Notre pays possède un potentiel hydroélectrique considérable, qui représente un pilier de la stratégie énergétique et une importante source de revenu et d'emploi pour les cantons de montagne. Il serait regrettable de le sacrifier dans une logique conjoncturelle de court terme ou de le détruire avec des subventions massives au profit d'autres filières. Si en revanche les technologies émergentes comme les smart grid devaient rendre obsolètes nos aménagements hydroélectriques, alors il faudra se rendre à l'évidence et laisser faire le marché. Probablement, il faudra trouver de l'argent frais pour financer la sortie du nucléaire. Inutile de se

L'Agefi
1002 Lausanne
021/ 331 41 41
www.agefi.com

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines populaires
Tirage: 5'500
Parution: 5x/semaine



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

N° de thème: 377.116
N° d'abonnement: 1094772
Page: 1
Surface: 35'298 mm²

faire des états d'âme. Au fond, le nucléaire a contribué à assurer l'approvisionnement électrique de notre pays depuis les années 1970. Il a produit des déchets radioactifs, mais en même temps il nous a permis d'éviter la pollution de l'air des centrales à charbon, qui dans les années 1960-1970 représentaient l'alternative.

Aujourd'hui, on ne peut plus contester la nécessité de la transition énergétique. Il faut toutefois beaucoup d'intelligence et de doigté, créativité et pragmatisme, pour trouver le bon chemin. Le débat public est fondamental. Or, le fait qu'il n'y a pas encore eu une seule consultation populaire depuis l'annonce du virage il y a 5 ans est un autre signe de la faiblesse de la stratégie énergétique de la Confédération. – (FR)